



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/05/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAVERPLUS

9 et 11 rue de l'Aubetin
Zone Industrielle
77120 Coulommiers

Références : E/26- 0915
Code AIOT : 0006500665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SAVERPLUS implanté 9 et 11 rue de l'Aubetin Zone Industrielle 77120 Coulommiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection consistait à vérifier les conditions de réalisation du contrôle inopiné des rejets atmosphériques au sein de la société SAVERPLUS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVERPLUS
- 9 et 11 rue de l'Aubetin Zone Industrielle 77120 Coulommiers
- Code AIOT : 0006500665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAVERPLUS exploite les installations du site de Coulommiers par arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004. Elle réalise le dépolissage de flacons de verre par voie chimique.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Modification des installations	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduits et émissions	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.1.1	Sans objet
2	Conditions normalisées	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.3.1	Sans objet
3	Valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.3.2	Sans objet
4	Surveillance des rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.4	Sans objet
6	Circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.V.2.1	Sans objet
7	Formation du personnel	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.V.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de prélèvement des rejets atmosphériques sont correctes. L'exploitant doit cependant transmettre un rapport à connaissance présentant les modifications apportées aux installations de traitement des rejets atmosphériques et justifiant de leur adéquation avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/10/2004.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduits et émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et de canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.</p> <p>L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des</p>

installations classées.

Constats :

Le site dispose de deux laveurs de gaz (un acide et un basique), chacun possédant un conduit d'évacuation des gaz.

Les deux émissaires sont accessibles en nacelle et possèdent 2 trappes de mesures. La hauteur des sections de mesure par rapport au sol est de 9,8m.

Les longueurs droites aval et amont sont insuffisantes mais les sections de mesure sont considérées homogènes.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de difficultés d'installation du matériel par l'organisme agréé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions normalisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions normalisées

Prescription contrôlée :

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau... (gaz secs),
- les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportés aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique,
- les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure,
- sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Constats :

Les effluents sont issus d'un seul émetteur et il n'est pas observé d'entrée d'air entre ces émetteurs et la section de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, conditions particulières des rejets à l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires Concernés	Débit des gaz (m ³ /h)	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration	Flux
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h (extraction)	Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	50 mg/Nm ³	375 g/h
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h (extraction)	Fluor et composé inorganiques du fluor composés gazeux (gaz, vésicules particules), (exprimés en HF)	5 mg/Nm ³ pour composés gazeux et 5 mg/Nm ³ pour l'ensemble des vésicules et particules	37,5 g/h
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h pour les chaînes (extraction)	Ammoniac	18 mg/Nm ³	135 g/h

Les valeurs limites de flux s'appliquent aux émissions cumulées du laveur de gaz et du dévésiculeur mis en place.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Constats :

La société Saverplus fait réaliser deux contrôles par an sur les rejets atmosphériques.

Le dernier rapport de contrôle réalisé par la société MAPE, réalisé le 3 février 2026, indique que l'ensemble des paramètres mesurés respectent les valeurs limites d'émissions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets a l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.II.4

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Station de lavage des gaz	Acide chlorhydrique Acide fluorhydrique Ammoniac	3 mesures de 30 minutes	Semestrielle

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Autosurveillance assurée par un organisme compétent	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Station de lavage des gaz	Acide chlorhydrique Acide fluorhydrique Ammoniac	3 mesures de 30 minutes	Annuelle

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, tous les semestres, sous une forme synthétique, accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.

Les mesures et analyses, pratiquées par l'exploitant ou un organisme extérieur, sont conformes à celles définies par les normes françaises ou européennes en vigueur.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une autosurveillance de ses émissions atmosphériques par un organisme agréé (laboratoire MAPE), deux fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modification des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, conformité aux dossiers et modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que les deux laveurs de gaz ont été mis en place en 2016/2017. Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral notamment concernant les rejets atmosphériques sont susceptibles de ne plus être à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance présentant les modifications apportées aux installations de traitement des rejets atmosphériques et justifiant de leur adéquation avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/10/2004.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.V.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'installation de barrières autour du site afin de mieux sécuriser et de maîtriser l'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2004, article 3.V.6
Thème(s) : Risques accidentels, formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un registre pour les personnes rentrant sur le site ainsi qu'un accueil sécurisé. Un plan de prévention est également mis en place avant l'intervention de la société extérieure.
Type de suites proposées : Sans suite

